



Communiqué de Paysages de France et de Sites & Monuments
Associations agréées dans le cadre national au titre du Code de l'environnement,
paysagesdefrance.org
<http://www.sppef.fr/>

Contact : 06 82 76 55 84
Paysages de France Hauts-de-France : 06 70 63 37 48

Futur règlement de publicité de la Métropole européenne de Lille : **Catastrophe annoncée ou reprise en main par les élus ?**



Le futur RLPI témoignera du sens des responsabilités des élus face aux défis environnementaux majeurs d'aujourd'hui.

Jeudi 5 avril, le conseil métropolitain de la MEL doit notamment arrêter les propositions de zonage et de mesures du futur règlement intercommunal de publicité ([suivi en direct sur le site de la métropole](#)).

En effet, à défaut de la mise en place d'ici le 13 juillet 2020 d'un règlement applicable sur l'ensemble du territoire constitué par les 90 communes composant la métropole, les règlements locaux des 30 communes qui en possèdent un deviendront caducs.

Cela en application des dispositions de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.

L'enjeu est évidemment considérable et cela à plus d'un titre.

D'une part le futur règlement marquera fortement – en bien ou en mal selon les orientations qui seront prises – le visage du très vaste territoire que couvre la métropole européenne de Lille. Il aura donc un effet direct sur la qualité de vie de ses habitants.

D'autre part, il témoignera du sens des responsabilités des élus face aux défis

environnementaux majeurs d'aujourd'hui que sont notamment la transition

écologique¹, la lutte contre le réchauffement climatique ainsi que la lutte contre le gaspillage énergétique et l'incitation au gaspillage des ressources de la planète.

Le futur RLPi sera donc un marqueur déterminant de l'engagement des élus métropolitains au service des populations, de leur bien-être et du rayonnement de la métropole européenne de Lille.

La délibération prescrivant l'élaboration du RLPi de la MEL remonte au 18 octobre 2013.

Nombre des mesures envisagées tournent le dos aux réponses qu'il convient d'apporter

Pour autant, nombre des mesures envisagées dans le projet actuel – au demeurant manifestement inspirées par un cabinet d'études qui les décline partout où il intervient – tournent littéralement le dos aux réponses qu'il convient d'apporter face aux enjeux précités.

Le projet souffre d'une énorme lacune

Qui plus est, ce projet souffre d'une énorme lacune, une grande moitié du travail restant à faire.

C'est pourquoi les associations nationales Paysages de France et Sites & Monuments viennent de lancer aux 184 conseillers métropolitains de la MEL un appel pressant.

¹ La MEL communique abondamment sur ce thème, en particulier sur son site, notamment avec l'opération « [Mets la transition dans ton quartier](#) »